



Déclaration liminaire intersyndicale au CSA du 2 avril 2026

Depuis plusieurs mois, nos organisations FSU, CGT Éduc'Action et SUD Éducation, CFTD Éducation Formation et Recherche Publiques, FO et UNSA dénoncent les orientations budgétaires nationales qui s'imposent aujourd'hui à nous.

Soyons clairs : il ne s'agit pas d'ajustements techniques. Il s'agit d'un choix politique.

Un choix qui organise la baisse des moyens, le gel des salaires et la dégradation du service public d'Éducation.

Moins de postes, plus d'élèves : voilà la réalité.

Moins de moyens, plus d'injonctions : voilà le quotidien.

Dans ce cadre contraint, la carte scolaire présentée aujourd'hui découle d'une dotation négative de 24 postes, aggravée par la mise en œuvre des dispositifs PAS sans moyens dédiés. Chacun ici mesure les limites de l'exercice.

Mais sur le terrain, les conséquences sont, elles, très concrètes.

Les conditions de travail se dégradent, les classes se chargent, et les tensions augmentent.

L'école inclusive, que nous défendons, est aujourd'hui mise en œuvre sans les moyens nécessaires pour fonctionner dignement.

Inclure sans moyens, ce n'est pas inclure : c'est abandonner.

Les personnels le vivent au quotidien. Elles et ils doivent faire face seul·es à des situations de plus en plus complexes, parfois violentes, sans accompagnement suffisant, sans formation adaptée ou déconnectée de la réalité, sans relais.

Quand l'institution manque, c'est l'enseignant·e qui encaisse.

Et aujourd'hui, beaucoup encaissent trop et ne peuvent plus encaisser du tout !

L'augmentation des effectifs prévue ne fera qu'amplifier ces difficultés.

On surcharge les classes, puis on s'étonne que ça craque.

Dans le même temps, la baisse démographique est utilisée pour justifier les suppressions de postes. Là encore, un autre choix était possible.



Moins d'élèves aurait dû être synonyme de meilleures conditions de travail et d'étude mais notre employeur a privilégié l'aspect financier à l'aspect humain. (encore un calcul à court terme !)

Nous voulons également alerter sur la situation des personnels concerné-es par des mesures de carte scolaire. Dans un département où les possibilités de mutation sont déjà limitées, ces décisions auront des conséquences lourdes : éloignement contraint, allongement des trajets, fatigue en conséquence s'ajoutant à celles des conditions de travail, désorganisation de la vie personnelle.

Et cela intervient dans un contexte bien connu : hausse continue du coût des carburants, stagnation des salaires.

Au-delà de cette carte scolaire, c'est bien le sens des politiques éducatives actuelles que nous interrogeons.

Le budget 2026 s'inscrit dans une logique de restriction qui fragilise durablement le service public d'Éducation et dégrade l'attractivité de nos métiers.

Nous le réaffirmons : d'autres choix sont possibles. Et ils sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires.